



Ville de Marseille - Mairie de Marseille

DGAVDE-DRPDGAVDE-SRPMDPJDECV (41603)

Cahier des Clauses Administratives Particulières

**Création d'une grande aire de jeux paysagée
- Place Caire - 12ème arrondissement
(3 lots)**

Numéro de la consultation : 2020_41603_0018

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Date de notification :

Sommaire

Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE.....	5
1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur.....	5
1.2 Procédure.....	6
1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes.....	6
1.3.1 Décomposition en lots.....	6
1.3.2 Décomposition en tranches.....	7
1.3.3 Décomposition en postes.....	7
1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles.....	7
1.5 Accord-cadre à bons de commande.....	7
1.6 Durée du marché - Période de validité.....	7
1.7 Maîtrise d'oeuvre.....	7
1.8 Ordonnancement, Pilotage et Coordination.....	7
1.9 Contrôle Technique.....	7
1.10 Coordination Sécurité et Protection de la Santé.....	8
Article 2 - CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....	8
Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	8
Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES.....	9
Article 5 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	10
5.1 Contenu des prix.....	10
5.2 Nature du prix.....	10
5.3 Variation du prix.....	10
5.4 Disparition d'indice.....	11
Article 6 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	11

6.1	Règlement des comptes.....	11
6.2	Présentation des demandes de paiement.....	12
6.3	Dématérialisation des factures.....	12
6.4	Paiement des co-traitants et des sous-traitants.....	13
6.4.1	Désignation des sous-traitants en cours de marché.....	13
6.4.2	Modalités de paiement direct des co-traitants.....	13
6.4.3	Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	13
6.5	Délais de paiements.....	14
6.6	Intérêts moratoires.....	14
Article 7 - DELAIS D'EXECUTION.....		15
7.1	Délais d'exécution des travaux.....	15
7.2	Prolongation des délais d'exécution.....	16
7.3	Emission des bons de commande.....	17
Article 8 - PENALITES.....		17
8.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	17
8.2	Pénalités pour repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	17
8.3	Autres pénalités.....	18
8.4	Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail.....	19
Article 9 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....		19
9.1	Retenue de garantie.....	19
9.2	Régime de l'avance.....	20
9.3	Dispositions complémentaires.....	20
Article 10 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....		20
10.1	Provenance des matériaux et produits.....	20
10.2	Conformité aux normes.....	20
Article 11 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....		21

11.1	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	21
11.1.1	Durée de la période de préparation.....	21
11.1.2	Opérations de préparation.....	21
11.2	Plan d'exécution - Notes de calcul - Etude de détail.....	22
11.3	Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	22
11.4	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers.....	23
11.5	Travaux de parachèvement des végétaux - LOT 3.....	25
Article 12 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....		25
12.1	Essais et contrôle des ouvrages.....	25
12.2	Réception.....	26
12.3	Documents fournis après exécution.....	26
Article 13 - DELAIS DE GARANTIE.....		26
Article 14 - ASSURANCES.....		27
Article 15 - RESILIATION - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....		27
Article 16 - ORDRES DE SERVICE.....		27
Article 17 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES.....		28
17.1	Les contraintes réglementaires.....	28
17.1.1	Le RGS.....	28
17.1.2	Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).....	28
17.1.3	Le Code du Patrimoine.....	28
17.2	Les clauses générales de confidentialité.....	28
17.3	Les contrôles.....	29
17.4	Phase de réversibilité.....	30
Article 18 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS.....		30
Article 19 - LOI APPLICABLE.....		30
Article 20 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....		30

Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE

1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Intitulé de la consultation :

Création d'une grande aire de jeux paysagée - Place Caire - 12ème arrondissement

Située dans le 12ème arrondissement, à la sortie du métro Saint Barnabé, la place Caire (1400 m²) est fortement dégradée. Ce petit espace public occupé par une aire de jeux est cependant fréquemment utilisée par de jeunes enfants accompagnés de leurs parents et constitue donc une pièce urbaine maîtresse de ce noyau villageois.

Les travaux consistent à aménager intégralement la place Caire afin que cet espace public gagne en multifonctionnalité, en installant des jeux d'agilité appréciés par les 6-12 ans et retrouve des espaces ombragés, pour former un écrin végétal profitable à l'effet de fraîcheur.

Pour réussir à apporter de l'ombre sur cette place, le projet propose :

- de replanter des arbres d'ombrage dont le système racinaire reste surfacique, compte tenu du fait qu'en souterrain circule le métro,
- d'implanter une pergola sur laquelle des plantes grimpantes odorantes se cramponnent,
- replanter l'ensemble des massifs en lisière de cet espace public d'arbres tige, d'arbustes à fleurs et d'arbustes intermédiaires, spécifiquement adaptés en milieu urbain.

Ainsi les prestations se diviseront en 3 lots :

Lot 1 "VRD ET TRAVAUX PAYSAGERS"

(revêtement - mobiliers - maçonneries – éclairage)

Lot 2 "AIRE DE JEUX"

(Jeux pour enfants et sols souples)

Lot 3 "PLANTATIONS ET ARROSAGE"

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement, du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement portées à la Mairie de Marseille jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au représentant du pouvoir adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 Procédure

La procédure de passation est la suivante :

APPEL D'OFFRES OUVERT - selon les articles suivants : articles R2124-2, R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement, avec le titulaire du marché, un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre de la présente consultation.

1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes

1.3.1 Décomposition en lots

L'ensemble des travaux est réparti en plusieurs lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

N°	Intitulés lots séparés
1	VRD - TRAVAUX PAYSAGERS
2	AIRE DE JEUX
3	PLANTATIONS ET ARROSAGE

1.3.2 Décomposition en tranches

L'ensemble des travaux n'est pas subdivisé en tranches.

1.3.3 Décomposition en postes

L'ensemble des travaux n'est pas subdivisé en postes.

1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles

L'ensemble des travaux n'est pas subdivisé en tranches.

1.5 Accord-cadre à bons de commande

Les travaux ne font pas l'objet de bons de commande.

1.6 Durée du marché - Période de validité

La durée du marché se définit comme suit :

Pour le lot 1 (VRD et Travaux-Paysagers) et 2 (Aires de jeux), la période de validité du marché démarre à compter de sa notification et cours jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (G.P.A.).

Pour le lot 3 (plantation), la période de validité du marché démarre à compter de sa notification et court jusqu'à la fin des travaux de parachèvement.

1.7 Maîtrise d'oeuvre

La maîtrise d'oeuvre est confiée à :

Ville de Marseille

Direction des Parcs et Jardins / Service Espaces Verts / Division études et projets

48 Avenue Clot Bey 13233 Marseille Cedex 20

1.8 Ordonnancement, Pilotage et Coordination

Le maître d'oeuvre est chargé de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination du chantier.

1.9 Contrôle Technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens du Code de la construction et de l'habitation.

Le contrôle technique est confié à :

APAVE

Agence bâtiment de Marseille

8 Rue Jean Jacques Vernazza

ZA Saumaty-Seon

13222 Marseille Cedex 16

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont relatives à :

- la solidité des ouvrages (mission L)
- la sécurité des personnes (mission S)
- l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées (mission Hand)

1.10 Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Les prestations, objet du présent marché, relèvent de la catégorie 2 au sens du code du travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la Sécurité et l'organisation de la coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil).

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est confiée à :

PRESENTS

37-39 Boulevard Vincent Delpuech
13006 Marseille

Article 2 - CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Le marché ne prévoit pas la mise en place d'une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) du lot concerné
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun aux 3 lots
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) Lot 0 – Généralité commun aux 3 lots
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du lot concerné et ses annexes : pour le lot 1 "Cahier des clauses techniques pour les installations d'éclairage public de la ville de Marseille", "Charte DOE éclairage public"
- Les pièces graphiques, communes aux 3 lots :
 - Les plans :
 - 01 – EXISTANTS
 - 02 – PLAN PROJET
 - 03 – DEMOLITIONS ET ABATTAGE
 - 04 – NIVELLEMENT
 - 05 – REVÊTEMENTS, BORDURES ET OUVRAGES MACONNES
 - 06 – MOBILIERS ET CLOTURES
 - 07 – IMPLANTATION DES JEUX

- 08 – PLANTATIONS
- 09 – RESEAUX
- 10 – ECLAIRAGE PLAN APS DEPOSE
- 10 – ECLAIRAGE PLAN APS POSE
- 10 – ECLAIRAGE PLAN GC
- 11 – IMPLANTATION
- 12 – ACCES CHANTIER
 - Le carnet de détails techniques :
- C01 – Pergola bois A et B
- C02 – Pergola bois B et C
- C03 – Bordure acier - entourage des arbres
- C04 – Bordure acier - entourage aire des jeux
- C05 – Bordure Béton
- C06 – Muret Béton
- C07 – Fosse de plantation et tuteurage
- C08 – Clôture 1m espace minéral
- C09 – Clôture 1m espace verts
- C10 – Clôture 1m sur muret
- C11 et C12 – Clôture 1m50 élévation – plan/coupe
- C13 – Portillon
- C14 – Entrée coté rue Série -Plan
- C15 – Entrée coté rue Série -Elévation portail
- C16 – Entrée coté rue Série -Elévation barrière sélective
- C17 – Panneaux d'information
- C18 – Dessins du sol souple
- C19 – Plantation des grimpantes et structure
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé PGC
- Le rapport initial du contrôleur technique (mission L, S, Hand)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 publié au JORF du 1er octobre 2009
 - Le Fascicule 35 du Cahier des Clauses Techniques Générales "Aménagements paysagers - Aires de sports et de loisirs en plein air "
- Les normes en vigueur, et en particulier :
 - les normes européennes,
 - les normes françaises homologuées ayant trait aux prestations faisant l'objet du marché,
 - autres normes reconnues équivalentes
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) du lot concerné et dont seuls les prix sont contractuels
- Le Mémoire technique
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux

Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.
Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés conjoints, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

Article 5 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

5.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis de la manière suivante :

- En considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles - intempéries, phénomènes naturels - habituels dans la région d'exécution des travaux.
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots.
- En intégrant l'éco-participation instaurée par décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005.

Le taux de la TVA à prendre en considération est celui en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'article 269 du CGI.

5.2 Nature du prix

Prix global et forfaitaire :

Le marché est conclu au prix global et forfaitaire figurant dans l'acte d'engagement. Les quantités mentionnées dans la Décomposition du prix global et forfaitaire sont données à titre strictement indicatif.

5.3 Variation du prix

Les prix sont fermes actualisables selon les modalités fixées ci-après.

Prix fermes actualisables :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les index de référence "I" choisis en raison de leur structure pour l'actualisation des prix des prestations des travaux sont les **index nationaux** :

Lot 1 : EV3 Travaux de création d'espaces verts – publié par l'INSEE – identifiant 001711016 - Base 2010

Lot 2 : TP01 Index général tous travaux – publié par l'INSEE – identifiant 001711007-Base 2010

Lot 3 : EV3 Travaux de création d'espaces verts – publié par l'INSEE – identifiant 001711016 - Base 2010

L'actualisation des prix fermes des travaux mentionnés ci-dessus est déterminée comme suit :

L'actualisation est effectuée par application aux prix des 3 lots d'un coefficient donné par la formule : $C_n = I_d - 3/I_0$

Dans laquelle I_0 et $I_d - 3$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I de chaque lot, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux (date de démarrage de la période de préparation fixée par l'ordre de service) soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

5.4 Disparition d'indice

Dans le cas de disparition d'indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable dès lors qu'il correspond à la structure de prix de la prestation.

Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'elles.

Article 6 - PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

6.1 Règlement des comptes

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 13 du CCAG Travaux.

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels en fonction de l'avancement des travaux et un solde établi conformément à l'article 13 du CCAG Travaux.

Pour le lot 3 :

Les plantations ainsi que la fourniture et la mise en place de l'arrosage dont la date aura été repoussée pour des raisons de saisonnalité, seront réglées lors du ou des mois de leur réalisation.

Il est à noter que dès leur plantation, le titulaire est tenu de procéder à l'entretien des végétaux. Cet entretien ne fait pas l'objet d'une rémunération particulière, il est compris dans le prix des végétaux, jusqu'à ce que débute les travaux de parachèvement.

Les travaux de parachèvement sont réglés par acomptes mensuels (1/12) sur la base du prix indiqué dans la DPGF.

6.2 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché sont établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom / la raison sociale et l'adresse du créancier
- le numéro de SIRET et code APE
- la nature juridique pour les personnes morales
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant
 - La date et le numéro du bon de commande
- La nature des prestations
- La quantité
- Le prix de base hors révision et hors taxes
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total de la facture en euro HT et TTC
- La date et le numéro de facture.
- Tout rabais remise ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors de l'opération et directement applicable à cette opération

Pour les candidats européens sans établissement en France : en lieu et place du numéro de SIRET, indiquer le N° de TVA intracommunautaire

N° de TVA intracommunautaire de la Ville de Marseille : FR75211300553

6.3 Dématérialisation des factures

Le titulaire, ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique, conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et R2192-1 à R2192-3 du Code de la Commande Publique.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le "portail public de facturation" sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures et d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal des factures ainsi que de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont **disponibles directement sur le site**.

Pour accéder à la « structure »(au sens CHORUS PRO) Ville de Marseille adéquate, le titulaire sera informé du **numéro SIRET** devant être utilisé.

De même, la Ville de Marseille a choisi de rendre obligatoire la **référence à l'engagement**. Le ou les numéros d'engagement seront communiqués au titulaire par le service gestionnaire du marché ou par le service acheteur.

Sous peine d'irrecevabilité, les factures seront déposées dans CHORUS PRO en respectant l'obligation de renseignement exact des 2 numéros précités.

6.4 Paiement des co-traitants et des sous-traitants

L'Acte d'Engagement indique la répartition des paiements entre l'entrepreneur titulaire et ses sous-traitants, ou, le cas échéant, entre l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous traitants.

6.4.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la décision prévue à l'article 3.6.1 du CCAG.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement (les sous-traitants directs du titulaire du marché) :

- Les renseignements mentionnés à l'article 3.4.2 du CCAG Travaux ;
- Le compte à créditer;
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du Code de la commande publique;
- Le comptable assignataire des paiements.

6.4.2 Modalités de paiement direct des co-traitants

Lorsque le marché est passé avec un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Lorsque le marché est passé avec un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations assignées à ce cotraitant.

6.4.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux dispositions des articles L2193-11 et R2193-10 du Code de la commande publique, seuls les sous-traitants directs du titulaire du marché (qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées) peuvent bénéficier du paiement direct.

Le paiement direct des sous-traitants régulièrement acceptés est mis en oeuvre selon les modalités prévues par le Code de la commande publique, et notamment, par ses articles R2193-11 à 16.

Le délai global de paiement du sous-traitant est de 30 jours. Ce délai est compté dans les conditions prévues aux articles R2192-22 et R2192-23 du Code de la commande publique.

6.5 Délais de paiements

Le règlement de l'acompte intervient dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de remise du projet de décompte par l'entrepreneur au maître d'oeuvre. A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global de 30 jours (ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à 30 jours) est ouvert. Lorsque l'ordonnateur et le comptable ne relèvent pas de la même personne morale et sont convenus d'un délai de règlement conventionnel, ce nouveau délai global ne peut être inférieur à 15 jours augmentés du délai maximum prévu pour l'intervention du comptable dans le cadre de ce délai de règlement conventionnel.

Dans l'hypothèse où le comptable assignataire suspend le paiement, le maître d'oeuvre peut notifier par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception à l'entrepreneur cette suspension.

Le paiement du solde sera effectué dans un délai de 30 jours à compter de la réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les sommes dues à l'entrepreneur titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants en exécution du présent marché sont réglées dans un délai global de paiement égal à 30 jours et sont soumis à la réglementation en vigueur.

Le point de départ du délai global de paiement varie selon les cas suivants :

S'agissant des décomptes ou des acomptes dus à l'entrepreneur titulaire et des paiements dus aux sous-traitants par paiement direct, le point de départ du délai global de paiement correspond à la date de réception, par la personne publique, des projets de décompte et des pièces annexées qui doivent lui être adressés par tout moyen permettant d'attester une date certaine de leur réception.

En ce qui concerne le cas particulier des articles R2192-22 et R2192-23 du Code de la commande publique, le point de départ du délai de paiement du sous-traitant correspond à la date certaine de réception de sa demande de paiement par la personne publique.

6.6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice des titulaires ou des sous-traitants payés directement. Il est fait application, pour toute la durée du marché, du taux des intérêts moratoires égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 Euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

Article 7 - DELAIS D'EXECUTION

7.1 Délais d'exécution des travaux

Précision pour le lot 3 :

Le lot 3 comprend deux délais d'exécution qui sont décrits ci-dessous et déclinés dans les sous-paragraphes suivants :

- un délai d'exécution des travaux en coactivité avec les lots 1 et 2 d'une durée de 8 mois (2 mois de préparation, 6 mois de travaux) ;
- un délai d'exécution des travaux de parachèvement d'une durée de 12 mois, qui débutera après la levée de toutes les réserves émises, notamment dans le cas où les végétaux n'ont pas été plantés en raison de la saison non propice.

Délai d'exécution des travaux réalisés en co-activité des lots 1 et 2 et 3

Le délai d'exécution des travaux en coactivité des lots 1, 2 et 3 est de 8 mois : 2 mois de préparation et 6 mois de travaux.

Il débute à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

Délai propre à chaque lot

Le délai propre au lot s'inscrira obligatoirement dans le délai global d'exécution des travaux en coactivité défini ci-dessus.

Ce délai débutera à compter de la notification de l'Ordre de Service de démarrage propre à chaque lot.

Cet Ordre de Service spécifiera la date de début et la date de fin du lot concerné.

Un planning technique, décomposant en tâches les prestations et les délais propres à chaque lot, sera établi par l'OPC en période de préparation et sera régulièrement mis à jour en fonction de la co activité de toutes les entreprises.

Dispositions particulières relatives au lot 3

Le cas échéant, les végétaux qui n'auraient pas pu être plantés du fait de la saison (non propice à leur plantation) et qui devront encore donner lieu à règlement, seront listés, dans le procès-verbal des opérations préalables à la réception des travaux devant être réalisés en coactivité.

Pour les travaux de parachèvement du lot 3

Le délai d'exécution des travaux de parachèvement est de 1 an. Il débute à la date indiquée par l'ordre de service de démarrage des travaux de parachèvement.

7.2 Prolongation des délais d'exécution

Les délais seront prolongés dans les conditions prévues à l'article 19. 2 du CCAG Travaux.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 19. 2. 3 du C.C.A.G., le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

Pluie

Intensité limite : **30** mm par jour

Durée limite : **1** jour

Vent

Intensité limite : supérieur à **90** km / h

Durée limite : **1** jour

Gel

Intensité limite : inférieur à **zéro** degré à 10 h du matin

Durée limite : **1** jour

Neige

Intensité limite : **5** cm par jour

Durée limite : **1** jour

L'intempérie peut être signifiée également en considérant les conditions de mise en oeuvre des matériaux attestées par leur fiche technique.

Il est précisé que :

- le nombre de journées d'intempérie prévisible est de 5 jours ouvrés.
- seuls les relevés météorologiques de la station Marseille Marignane feront foi pour la détermination du nombre de jours d'intempéries.

- En cas de mauvaise organisation de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'oeuvre signifie à l'entrepreneur la mauvaise organisation de ses travaux. Ces arrêts de chantier éventuels ne seront pas pris en considération pour la prolongation des délais d'exécution.

Chaque fin de mois, le titulaire fera part au maître d'oeuvre du nombre de jours d'intempérie qu'il envisage de faire valoir.

La décision sera notifiée au titulaire par OS après validation par le Maître d'oeuvre.

7.3 Emission des bons de commande

Les prestations ne font pas l'objet de bons de commande.

Article 8 - PENALITES

8.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des prestations, imputable au titulaire, des pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, selon les dispositions de l'article 20.1 du CCAG Travaux.

Pour le lot 3 :

Pour les plantations et travaux non effectués dans le délai de co-activité du fait de la saison non propice et qui font donc l'objet de réserves à la réception et d'un délai supplémentaire pour leur réalisation, ces pénalités s'appliqueront en cas de non respect de ce délai.

Il sera appliqué, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'oeuvre une pénalité par jour calendaire de retard de **200** euros.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000,00 euros HT pour l'ensemble du marché.

8.2 Pénalités pour repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les entrepreneurs doivent assurer la remise en état en fin de chantier des installations et des aires de chantier mises à disposition par le maître d'ouvrage.

Montant de la pénalité par jour de retard: **150** euros.

8.3 Autres pénalités

Pénalité pour remise de documents hors délais - Divers documents :

Le titulaire fournit les documents suivants :

- documents d'études d'exécution (Plans d'EXE) à remettre pendant la période de préparation. (ou au plus tard le dernier jour de la période de préparation).
- documents après la réception des travaux (après exécution), Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).
- Dossier de conformité des équipements (aires de jeux) aux exigences de sécurité définies par la réglementation (décret N° 94-699 du 10 août 1994 pour les aires de jeux)

Les titulaires encourent, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **200** euros par jour calendaire de retard, jusqu'à remise complète des documents attendus.

Pénalité pour absence aux réunions de chantier :

Du seul fait de la constatation d'une absence à une réunion de chantier, chaque entrepreneur encourt, une pénalité forfaitaire de **250** euros par absence.

Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations à réaliser durant la période de préparation :

Il sera appliqué, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'oeuvre une pénalité par jour calendaire de retard de **200** euros.

Pénalités applicables concernant le non remplacement des végétaux pendant les travaux de parachèvement par le lot 3 :

Le CCTP définit les modalités de remplacement des végétaux. Le maître d'oeuvre effectue les constats nécessaires pour s'assurer du bon remplacement des végétaux, à l'identique (mêmes essences et mêmes forces et même provenance) de ceux qui ont été plantés.

La pénalité s'applique dès lors, qu'à l'issue du constat effectué par le maître d'oeuvre (indiquant le nombre de végétaux, les espèces concernées et leur localisation), le titulaire du lot 3 n'exécute pas le remplacement dans le délai fixé par le maître d'oeuvre.

La pénalité équivaut au coût du végétal fourni (commandé, acheminé sur le site), planté (fosse, installation du sujet, rebouchage, cuvette). Les prix "fourniture des végétaux, plantation et accessoires " de la DPGF seront utilisés pour calculer la pénalité.

8.4 Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail

En application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17/05/2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail se verra infliger une pénalité d'un montant de 50 euros par jour de retard.

Le montant de cette pénalité sera au plus égal à 10% du montant du présent contrat et ne pourra excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

Article 9 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

9.1 Retenue de garantie

Une retenue de garantie égale à 5 % sera appliquée sur chaque acompte, dans les conditions prévues aux articles R2191-32 à 42 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie pourra être remplacée au gré de l'entrepreneur par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie, ou cette caution, devra être établie selon le modèle fixé par l'arrêté du Ministre chargé de l'Economie et des Finances en date 22 mars 2019 (annexe n°13 au Code de la commande publique). En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant apporté leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

Si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux personnes ayant apporté leur caution ou leur garantie et si celles-ci n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie est remboursée ou les personnes libérées au plus tard un mois après la date de leur levée.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par mainlevée délivrée par le maître de l'ouvrage.

9.2 Régime de l'avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance sera versée aux titulaires, dans les cas et selon les modalités prévues aux articles R2191-3 à 19 du Code de la commande publique et à l'acte d'engagement.

Elle est versée le cas échéant dans le délai de 30 jours à compter de la date de début du délai contractuel d'exécution du marché, du bon de commande ou de la tranche.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11, R2191-12 et R2191-29 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial du présent marché et se termine lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du même montant selon un rythme calculé au prorata du pourcentage d'avancement.

9.3 Dispositions complémentaires

L'avance ne pourra toutefois être versée qu'après constitution par le titulaire d'une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur en a donné son accord, d'une caution personnelle et solidaire d'un montant de 100 % du montant de l'avance et dont l'objet est de garantir le remboursement de l'avance consentie.

Article 10 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

10.1 Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé dans les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Les matériaux non fixés au CCTP devront être validés par le maître d'oeuvre.

10.2 Conformité aux normes

Les fournitures seront conformes aux normes en vigueur, normes homologuées ou autres normes reconnues équivalentes, en vertu de l'article R2111-11 du Code de la commande publique.

Toute norme décrite dans le présent marché, dont l'usage n'est pas rendu obligatoire par une réglementation, est entendue comme comprenant la mention "ou équivalent" même si elle n'est pas expressément suivie de cette mention.

Article 11 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

11.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

En application l'article 28.1 du C.C.A.G.-Travaux, il est fixé une période de préparation incluse dans le délai d'exécution.

11.1.1 Durée de la période de préparation

En application de l'article 28-1 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation est de **2** mois à compter de la réception d'un ordre de service valant ordre de commencer la période de préparation.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai global d'exécution des travaux de la même durée.

11.1.2 Opérations de préparation

Il est procédé au cours de cette période, aux opérations suivantes :

Par le soin du maître d'ouvrage et/ou du maître d'oeuvre :

- obtention des autorisations administratives telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, les permissions de voirie ainsi que les autorisations d'ouverture de tranchées,
- réunions de préparation du chantier,
- registre de chantier prévu à l'article 28.5 du CCAG travaux.

Par les soins de l'entrepreneur :

Etablissement du piquetage général contradictoirement avec le maître d'oeuvre par le titulaire du lot 1.

Etablissement du tracé et du piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés contradictoirement avec le maître d'oeuvre par le titulaire du lot 1.

Établissement et présentation par les entrepreneurs au maître d'oeuvre, au moins 10 jours avant l'expiration de la période de préparation dans les conditions prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G., du programme d'exécution des travaux auquel est annexé :

- le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- le plan des circulations piétonnes, des pistes temporaires pour l'acheminement des matériaux ou le bon déroulement des travaux,
- les dispositions seront prises pour protéger les piétons, ainsi que la végétation (arbres et arbustes),
- du plan d'assurance qualité (PAQ) du chantier.

Dans un délai de 15 jours à compter du commencement de la période de préparation, désignation au maître d'oeuvre de la ou des pépinières pour la fourniture des végétaux et préparation (réservation) anticipée de la commande par le titulaire du lot 3, conforme au CCTP du lot 3 et en cohérence avec les propositions faites dans le mémoire technique.

Établissement et remise au maître d'oeuvre des plans d'exécution et autres documents nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et au présent CCAP ci-après;

Établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur intervenant sur le chantier (sous-traitants et, le cas échéant, co-traitants). Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Envoi des déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) aux diverses administrations et opérateurs de réseaux.

Envoi des demandes d'arrêtés de circulation aux services gestionnaires des voies

Par les soins de l'OPC :

Élaboration, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution.

11.2 Plan d'exécution - Notes de calcul - Etude de détail

Les plans et autres documents d'exécution des travaux sont établis par les entrepreneurs titulaires et soumis au visa du maître d'oeuvre, 20 jours avant la fin du délai de la période de préparation.

Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard **15** jours après leur réception.

Les documents d'exécution seront remis au Maître d'oeuvre selon les modalités suivantes : **3** exemplaires dont un sur support informatique (format pdf et dwg) permettant la reproduction.

11.3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

11.4 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A. Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de coordonnateur SPS.

B. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger (s) grave (s) et imminent (s), constaté (s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C. Moyens donnés au coordonnateur SPS

C1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

C2. Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le PPSPS ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé demandés par le coordonnateur ;

- La copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet;
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

L'entrepreneur est tenu de remettre un PPSPS au coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable quel que soit le rang de l'entrepreneur (co-traitant - sous-traitant) qui exécute une partie des travaux sur le chantier.

L'entrepreneur est tenu de mettre à jour le PPSPS et de signaler les modifications au coordonnateur. Le PPSPS est détenu en permanence sur le chantier et tenu constamment à la disposition de l'inspecteur du travail, ainsi que ses mises à jour.

L'entrepreneur a l'obligation de conserver le PPSPS pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

Collège interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail

Sans objet.

D. Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

L'entrepreneur s'engage à remettre toutes les informations utiles et disponibles en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier à ses sous-traitants et à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n 93-1418 du 31 décembre 1993.

A ce titre, il est tenu d'informer tous ses sous-traitants sur l'existence et le contenu du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) et doit veiller à ce que chacun d'entre eux rédige un PPSPS.

En particulier, il s'engage à introduire une clause stipulant que le sous-traitant est tenu de rédiger un PPSPS dans un délai de 30 jours, pour le gros oeuvre, ou de 8 jours, pour les travaux de second oeuvre ou travaux de génie civil (30 jours si risques particuliers) à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur.

11.5 Travaux de parachèvement des végétaux – LOT 3

Il est à noter que l'entrepreneur est responsable des végétaux plantés durant les travaux de plantation jusqu'à l'OS de démarrage des travaux de parachèvement. Il est tenu de procéder à leur entretien. Cet entretien ne fait pas l'objet d'une rémunération particulière, il est compris dans le prix des plantations.

Une fois toutes les plantations effectuées, le constat d'exécution des travaux de plantation donne lieu à l'établissement de l'ordre de service de démarrage des travaux de parachèvement notifié au titulaire.

Les travaux de parachèvement ont une durée de 12 mois à compter de l'ordre de service indiquant le point de départ desdits travaux. Le titulaire effectue les travaux de parachèvement tels que définis dans le C.C.T.P.

Mensuellement, le maître d'oeuvre effectuera des constats pour s'assurer de la bonne exécution des travaux de parachèvement.

Durant cette période, au titre de la garantie particulière de reprise des végétaux, les végétaux morts seront systématiquement remplacés dans le délai qui sera notifié au titulaire. Le remplacement des végétaux est effectué à l'identique (mêmes essences et mêmes forces et même provenance) et comprend tous les travaux annexes jugés indispensables, tels que changement de terre, apport d'amendements. La plantation de remplacement est effectuée selon les mêmes attendus que la plantation initiale.

Le remplacement des végétaux morts ou dépérissant entre dans le cadre de la garantie de reprise des végétaux. Il ne donne pas lieu à un paiement au titulaire.

En cas de mort ou de dépérissement des végétaux résultant d'actes de malveillance, l'entreprise ne sera pas tenue responsable.

A la fin de la période de parachèvement, lors des opérations de réception, un état sur la reprise des végétaux est établi (constat de reprise). Le parachèvement est considérée comme positif si les végétaux ont repris correctement (aucun signe de dépérissement, dessiccation, ou mutilation).

Article 12 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

12.1 Essais et contrôle des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages ou partie (s) d'ouvrage (s) prévus par le C.C.T.P. sont assurés par l'entrepreneur à la diligence et en présence du Maître d'oeuvre.

12.2 Réception

La procédure de réception se déroule, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

Pour le lot 3 :

Les travaux devant être réalisés durant le délai global d'exécution des travaux en coactivité, font l'objet d'une réception partielle.

La réception définitive, conformément aux stipulations du CCAG, intervient à la fin des travaux de parachèvement.

Les travaux de parachèvement font l'objet d'une procédure de réception conformément aux stipulations du CCAG travaux.

12.3 Documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à remettre par les titulaires seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux.

L'article 40 du CCAG-Travaux s'applique pour la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et des documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

En complément à l'article 40 du CCAG travaux, le DOE doit être fourni en 3 exemplaires dont un reproductible et un sur support informatique avec les plans au format DWG.

Le défaut de remise dans le délai entraîne l'application des pénalités prévues à l'article pénalités du présent document.

Dossier de récolement à la charge du lot 1 :

- Est fourni en 3 exemplaires papier dont un (1) reproductible et 1 exemplaire CD (plans au format DWG).
- Est fourni au plus tard lorsque le titulaire demande la réception des travaux

Article 13 - DELAIS DE GARANTIE

Pour l'ensemble des travaux, hors plantations, le délai de garantie prévu à l'article 44. 1 du C.C.A.G.-Travaux ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Garantie particulière :

Les végétaux (arbres, arbustes, vivaces) font l'objet d'une garantie particulière de reprise d'une durée de 1 an, selon les prestations décrites dans le § 11.5, à compter de la date du constat d'exécution des travaux de plantation jusqu'à la fin de la période de travaux de parachèvement.

Au titre de la garantie, le titulaire doit procéder au remplacement des végétaux signalés lors des constats contradictoires.

Le remplacement des végétaux est effectué à l'identique (mêmes essences et mêmes forces et même provenance).

La garantie de reprise des végétaux comprend la mise en service de l'arrosage automatique et tous les réglages nécessaires., ainsi qu'en cas de nécessité les soins sanitaires, la remise en état des tuteurs et attaches, l'ajout de terre et de paillage, le désherbage, les tailles, le remplacement des plants morts, manquants, gravements mutilés ou visiblement déplantés dépérissants...

Au terme de la garantie de reprise des végétaux, tous les arbres, arbustes, vivaces initialement dans le marché devront être présents et en parfaite santé.

Article 14 - ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Article 15 - RESILIATION – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'ensemble des dispositions du CCAG travaux (chapitre 6) est applicable

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-6 à 16 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié aux torts du cocontractant de la personne publique et exécuté à ses frais et risques.

Article 16 - ORDRES DE SERVICE

Les dispositions de l'article 3.8 du CCAG travaux s'appliquent

La Maîtrise d'oeuvre émettra des ordres de service notamment pour:

- Modifier les délais d'exécution des travaux
- Modifier les délais de dépôt des projets de décomptes
- Modifier les délais de suspension des délais de paiement
- Convoquer les entreprises aux opérations préalables à la réception
- Prendre possession d'ouvrages en cours de travaux.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, en cas de réserves de la part de l'entreprise concernant un ordre de service, l'entrepreneur ne disposera que de **Huit (8)** jours pour les présenter par écrit au Maître d'oeuvre.

Article 17 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES

17.1 Les contraintes réglementaires

17.1.1 Le RGS

Le décret **RGS (Référentiel Général de Sécurité)**, pris en application de l'**ordonnance n° 2005-1516 du 8 Décembre 2005**, dite « ordonnance télé-services » et en vigueur depuis le 19 Mai 2013, s'impose à la totalité des systèmes d'information, et nous oblige à garantir la sécurité des échanges électroniques entre le citoyen et l'administration, entre deux administrations ou entre une administration et ses partenaires. Ces échanges électroniques sont également nommés **télé-services**.

17.1.2 Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Sont applicables dans le cadre de ce marché les dispositions du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données).

Il est notamment nécessaire de confirmer le respect de l'article 44 du Règlement Général sur la Protection des Données qui précise que le transfert de données personnelles à l'extérieur de l'Union Européenne ne peut se faire qu'à certaines conditions contractuelles et en co-responsabilité du responsable de traitement et du titulaire du marché (sous-traitant au sens du RGPD)

L'ensemble des conditions sont définies dans l'annexe « Protection des données » de l'acte d'engagement, le cas échéant.

17.1.3 Le Code du Patrimoine

Les documents et données produits ou reçus par la Ville de Marseille constituent des archives publiques.

Or, la **loi n°2015-195** promulguée le 20 février 2015 et modifiant l'**article L.111-1 du Code du Patrimoine**, qualifie les archives publiques de "**Trésors nationaux**" et ne peuvent donc sortir du territoire douanier qu'après autorisation du Service inter-ministériel des Archives de France (SIAF) et seulement dans certains cas précis.

17.2 Les clauses générales de confidentialité

Les supports informatiques physiques et documents fournis par la **Ville de Marseille** à la société prestataire restent la propriété de la **Ville de Marseille**.

Les données contenues dans ces supports et documents sont **strictement couvertes par le secret professionnel** (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prestataire prendra connaissance à l'occasion de l'exécution de ce marché.

La société prestataire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue dans ce marché, l'accord préalable du responsable du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans ce marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du marché ;
- échanger des informations personnelles, sensibles ou des authentifications/identifications uniquement de manière chiffrée ;
- en fin de marché à procéder à la mise à disposition de toutes les données appartenant à la Ville de Marseille ;
- et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

17.3 Les contrôles

La Ville de Marseille se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations réglementaires et techniques de sécurité par la société prestataire, notamment par la réalisation d'audits ponctuels.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

La Ville de Marseille pourra prononcer la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

17.4 Phase de réversibilité

Au terme du marché, le prestataire s'engage à faciliter la réversibilité selon les modalités choisies par la **Ville de Marseille** et à fournir toutes les informations et prestations utiles à sa mise en oeuvre.

La fourniture de toutes les **informations relatives à l'exécution du marché**, la **documentation** constituée durant la prestation, sous forme électronique mise à jour, ainsi que le **transfert de connaissance** sont inclus dans le présent marché.

Ce transfert se fera directement aux équipes de la Ville de Marseille.

Article 18 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", nous demandons aux titulaires de bien vouloir y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-7 à 10 du Code de la commande publique, et notamment :

- les attestations fiscales et sociales,
- l'inscription au RCS (K ou K Bis),
- la garantie décennale pour les marchés de travaux,
- la liste nominative des travailleurs étrangers
- l'attestation sur l'honneur relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés. Par ailleurs, le logiciel garantit la confidentialité des documents déposés.

L'interface e-attestations est une solution **gratuite** de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

Article 19 - LOI APPLICABLE

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Conformément aux articles R2197-1 à 24 du Code de la commande publique, il pourra être fait appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Article 20 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Dérogations au CCAG-TRAVAUX:

- l'article 3 déroge à l'article 4.1 du CCAG
- l'article 8.1 déroge à l'article 20.4 du CCAG
- l'article 16 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG